

Lettre ouverte au Président de la République Monsieur Emmanuel MACRON

Monsieur le Président, nous avons besoin de comprendre.

Après avoir été félicité et remercié pendant la période Covid, notre système de santé est malmené et les médecins, comme tout le personnel soignant, sont épuisés et en colère. L'absence d'écoute des professionnels par les autorités est vécue comme un mépris.

L'incompréhension est ressentie très fortement depuis 4 mois à propos de la nouvelle convention prévue pour la médecine libérale.

Bien-sûr, l'accès aux soins pour les 6 millions de français qui n'ont pas de médecin traitant est une préoccupation que nous partageons tous. Mais nous ne pouvons pas être tenus pour responsables de cette carence médicale, largement due aux choix politiques antérieurs de réduction des effectifs sur le terrain.

Malgré le nombre insuffisant de soignants, les médecins libéraux installés sur notre territoire assurent les soins de plus de 90% de la population, avec 100% du territoire couvert par la permanence des soins (PDS).

La politique proposée avec le contrat d'engagement territorial (CET), consiste à nous obliger à travailler encore plus. Notre volonté est de travailler mieux, en équipes coordonnées, chacun à sa place, avec ses compétences propres, au bénéfice des patients.

Obliger les médecins à prendre plus de patients et à augmenter leur nombre de consultations déjà trop élevé, pour pouvoir dire que toute la population a un médecin traitant est un mauvais calcul. Que deviennent la fiabilité des diagnostics et la qualité des soins dont le médecin est tenu pour responsable lorsqu'on enchaîne des consultations de 10 minutes ?

La proposition en cours consiste à augmenter le prix de la consultation chez les médecins qui accepteraient de prendre plus de patients et donc de faire plus de consultations. Il n'est pas éthique de mieux rémunérer les médecins à condition qu'ils fassent moins bien leur travail. Ou alors, le médecin aura plus de patients qui devront attendre plus longtemps pour avoir un rendez-vous ?

Parlons aussi de la souffrance au travail qui semble être la préoccupation de nombreuses femmes et hommes politiques. Le taux de suicide du corps médical est deux fois et demi supérieur au taux moyen en France.

De nombreux médecins généralistes arrêtent ou vont arrêter d'exercer leur métier, réduisant d'autant le nombre de médecins sur le territoire. De nombreux jeunes se posent des questions et refusent d'envisager une installation dans un tel contexte. Tout cela aggravant ainsi la pénurie... Cela est bien la conséquence des décisions politiques que nous subissons, mais est-ce là vraiment votre souhait Monsieur le Président ?

90% de la population française a un médecin traitant or, la médecine générale libérale ne représente que 4,6% des dépenses totales de santé et la médecine spécialiste libérale 6,1% (source DREES 2021).

Comment comprendre les décisions qui risquent d'être prises ? Pourquoi mettre à mal notre système de soins ? N'avons-nous pas suffisamment d'exemples à ne pas suivre avec les modèles anglo-saxons très loin d'assurer l'accès aux soins pour tous de façon équitable ?

Tout ceci n'est qu'une partie de la réalité que nous vivons chaque jour et dont les décideurs semblent ne pas vouloir tenir compte.

Monsieur le Président, les médecins que nous sommes, comme l'ensemble des professionnels de santé qui font le travail, qui assurent la qualité des soins et qui connaissent la réalité des enjeux de

terrain, peuvent-ils être entendus avant que de mauvaises décisions ne soient prises pour de mauvaises raisons par des personnes qui n'ont pas notre expérience ?

